



Numéro PPQ/

vendredi 10 mars 2017

Les grands titres:

- Yémen : le regain des combats a causé le déplacement de dizaines de milliers de personnes, selon le HCR
- Turquie : l'ONU fait état de graves violations des droits de l'homme dans le sud-est depuis juillet 2015
- Le chef de l'humanitaire de l'ONU réclame davantage d'argent pour aider le Yémen, le Soudan du Sud et la Somalie
- Afghanistan : l'ONU s'inquiète de la détérioration de la situation sécuritaire
- Un expert de l'ONU avertit les Ukrainiens d'un risque de catastrophe chimique en raison de combats près de sites industriels
- La FAO met en garde contre les pénuries d'eau en Afrique du Nord et au Moyen-Orient
- L'UNESCO récompense 15 jeunes chercheuses pour leur contribution exceptionnelle à la science

Yémen : le regain des combats a causé le déplacement de dizaines de milliers de personnes, selon le HCR



Des personnes déplacées de Mokha, dans le gouvernorat de Taëz, reçoivent une assistance du HCR à Bayt al Faqih, dans le gouvernorat d'Hudaydah.
Photo HCR/Shabia Mantoo

10 mars - Le regain d'hostilités à travers l'ouest et le centre du Yémen a forcé des dizaines de milliers de personnes à fuir leurs domiciles, beaucoup d'entre elles se trouvant confrontées à des conditions de vie désastreuses, a indiqué vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Plus de 62.000 personnes auraient été déplacées au cours des six dernières semaines », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'un point de presse à Genève.

Sur la côte ouest du Yémen, les récents combats dans le gouvernorat de Taëz ont causé le déplacement de plus de 48.400 personnes. La majorité (35.200 personnes) a fui à l'intérieur du gouvernorat de Taëz ou vers Hudaydah (9.800 personnes). Beaucoup d'autres ont également été déplacées vers les gouvernorats voisins d'Ibb (1.000 personnes), Aden (900 personnes), et, en plus petits nombres, vers Al Dhale'e, Lahej, Abyan et Shabwah.

« La plupart des personnes déplacées ont un besoin urgent d'assistance et ont trouvé refuge dans des espaces communaux et publics, y compris des écoles et des établissements de santé, tandis que d'autres vivent dans des bâtiments inachevés. Un certain nombre de personnes déplacées, dont de nombreux enfants, souffriraient de malnutrition, tandis que d'autres sont en situation de détresse et ont besoin d'une assistance psychosociale », a dit M. Spindler.

Le HCR et ses partenaires ont rapidement répondu aux besoins des personnes nouvellement déplacées du gouvernorat de Taëz, y compris en fournissant des abris et d'articles de secours à ceux qui arrivent dans les gouvernorats de Hudaydah et d'Ibb.

L'aide humanitaire du HCR (matelas, couvertures, ustensiles de cuisine et seaux) a



atteint jusqu'à présent plus de 14.000 personnes, tandis que des kits d'abris d'urgence et des tentes ont été fournis pour couvrir les besoins de plus de 18.000 personnes. Des distributions supplémentaires sont prévues, ce qui aidera plus de 3.800 personnes nouvellement déplacées.

Dans le centre du Yémen, un regain des combats dans le gouvernorat de Dhamar, proche de la capitale Sana'a, a causé le déplacement de milliers de personnes. Beaucoup de personnes déplacées ont maintenant un besoin urgent de nourriture, d'abris et de médicaments et manquent d'installations adéquates pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

« Alors que le soutien international à l'action humanitaire au Yémen est insuffisant, le HCR s'inquiète de sa capacité à répondre aux nouveaux déplacements à travers le Yémen. Il y a actuellement 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 1 million de déplacés internes qui sont retournés provisoirement dans leurs lieux d'origine », a souligné William Spindler. « Pour répondre à leurs besoins et répondre aux nouvelles vagues de déplacement au Yémen, le HCR appelle à un plus grand soutien international ».

Turquie : l'ONU fait état de graves violations des droits de l'homme dans le sud-est depuis juillet 2015



Des habitants de Silvan, une ville dans la province de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, passent devant des maisons criblées de balles. Photo: IRIN/Jodi Hilton

10 mars - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié vendredi un rapport relayant les accusations de destructions massives, d'assassinats et de nombreuses autres graves violations des droits de l'homme commises dans le sud-est de la Turquie entre juillet 2015 et décembre 2016.

Ces violations ont été commises pendant des opérations menées par les forces de sécurité gouvernementales dans plus de 30 villes et districts, au cours desquelles entre 335.000 et un demi-million de personnes, essentiellement d'origine kurde, ont été déplacées, précise ce rapport.

Le document décrit dans les détails la destruction de la ville de Nusaybin, dans la province de Mardin, où 1.786 bâtiments ont été démolis ou sérieusement endommagés, ainsi que du quartier historique de Sur, à Diyarbakir, où les autorités locales estiment que 70% des bâtiments de la partie orientale ont été systématiquement visés par les bombardements. Les destructions se sont apparemment poursuivies après la fin des opérations de sécurisation, pour culminer en août 2016. Les images prises par satellite avant et après l'intervention des forces gouvernementales montrent que certains quartiers de Nusaybin et de Sur ont été complètement rasés.

Le HCDH se dit « particulièrement préoccupé par les images prises par les satellites, qui montrent des destructions à grande échelle de bâtiments d'habitation par l'artillerie lourde ».

D'importants dommages sont également relevés dans plusieurs autres villes, notamment à Cizre, dans la province de Sirnak.

Le rapport cite aussi des informations reçues du gouvernement central turc indiquant que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'Ankara considère comme une organisation terroriste, « a mené plusieurs attaques violentes qui ont fait des morts et des blessés parmi les membres des forces de sécurité turques et d'autres personnes. Selon le gouvernement, le PKK s'est également rendu coupable d'enlèvements, y compris d'enfants; a creusé des tranchées et installé des barrages dans les villes; et empêché l'intervention des services d'urgence ».

Le HCDH a déclaré avoir tenté en vain depuis près d'un an d'accéder aux zones

touchées par ces événements afin d'enquêter de manière indépendante sur les allégations de graves violations des droits de l'homme.

Le rapport fait également état d'actes de torture, de disparitions arbitraires, d'incitation à la haine, d'entrave à l'accès aux soins médicaux d'urgence, à la nourriture, à l'eau et aux moyens de subsistance, ainsi que de violences à l'encontre des femmes.

Selon le HCDH, les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence après la tentative de putsch de juillet 2016, et notamment le licenciement de plus de 100.000 travailleurs des secteurs public et privé pendant la période couverte par le rapport, ont eu un impact significatif sur la situation des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie.

Quelque 10.000 enseignants ont été renvoyés pour des liens supposés avec le PKK. Le recours à la législation antiterroriste pour limoger les représentants démocratiquement élus d'origine kurde, le harcèlement permanent des journalistes indépendants, la fermeture des associations de citoyens et des médias indépendants et de langue kurde, et la suspension massive de juges et de procureurs ont fragilisé le contrôle démocratique et mis à mal la protection des droits fondamentaux.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, reconnaît la complexité des problèmes que la Turquie a dû affronter pour contrer la tentative de coup d'État de juillet 2016 et répondre aux attentats terroristes de ces derniers mois, mais il estime que la détérioration, en apparence grave, de la situation des droits de l'homme dans ce pays constitue une source d'inquiétude et ne peut qu'attiser les tensions et alimenter l'instabilité.

« Je suis particulièrement préoccupé par les indications qu'aucune enquête crédible n'a été menée sur les centaines d'assassinats illégaux, y compris de femmes et d'enfants, commis entre fin juillet 2015 et fin août 2016 », a-t-il déclaré. « Il semblerait qu'aucun suspect n'ait été appréhendé et que personne n'ait été poursuivi ».

« Le gouvernement turc ne nous a pas accordé l'accès au terrain et conteste la véracité des très graves accusations relayées par le rapport. Justement, la gravité des accusations, l'ampleur des destructions et le déplacement de plus de 355.000 personnes montrent qu'une enquête indépendante est à la fois urgente et essentielle », a-t-il ajouté.

Le chef de l'humanitaire de l'ONU réclame davantage d'argent pour aider le Yémen, le Soudan du Sud et la Somalie



Le Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien (2^e à droite) à Ganyiel, dans l'Etat d'Unité, au Soudan du Sud, le 4 mars 2017. Photo OCHA/Gemma Connell

10 mars - Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a déclaré vendredi devant le Conseil de sécurité qu'il fallait davantage d'argent pour financer l'assistance au Yémen, au Soudan du Sud et à la Somalie, trois pays où il vient d'effectuer une visite.

S'agissant du Yémen, M. O'Brien a expliqué qu'il s'agissait de « la plus grave crise humanitaire au monde », où deux tiers de la population - 18,8 millions de personnes - ont besoin d'assistance.

Alors que se poursuivent les combats, les déplacements de civils se multiplient, tandis qu'avec la destruction des infrastructures de santé, les maladies se propagent. M. O'Brien a regretté de constater qu'en dépit de leurs assurances, toutes les parties au conflit refusent de ménager un accès humanitaire

et font de l'aide un enjeu politique.

Pour 2017, la communauté humanitaire demande 2,1 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 12 millions de personnes ayant cruellement besoin d'une assistance et d'une protection vitale. Jusqu'à présent, à peine 6% de ce montant a été réuni, a déploré M. O'Brien. Une conférence de bailleurs de fonds est prévue le 25 avril à Genève, au niveau ministériel et sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU.

« Je réitère le même message à tous : seule une solution politique au conflit permettra de mettre fin aux souffrances et de rétablir la stabilité régionale », a assuré le Coordonnateur des secours d'urgence. Selon lui, la contribution du secteur privé est capitale : les importations commerciales au Yémen doivent reprendre, y compris par le port de Hudaydah, a-t-il dit.

Evoquant ensuite sa visite au Soudan du Sud les 4 et 5 mars, M. O'Brien a dit que la situation y est « pire que jamais », avec plus de 7,5 millions de gens dans le besoin, soit 1,4 million de plus par rapport à l'an dernier, sans compter les 3,4 millions de personnes déplacées, dont près de 200.000 ont quitté le pays depuis janvier dernier.

Il a dénoncé les hostilités incessantes, les restrictions à la liberté de mouvement et les obstacles bureaucratiques qui entravent les opérations humanitaires.

S'agissant de la situation en Somalie, M. O'Brien a indiqué que plus de la moitié de la population, soit 6,2 millions de personnes, a besoin d'assistance, dont, 2,9 millions sont menacées par la famine. En outre, près de 160.000 personnes ont été déplacées en raison de la gravité de la sécheresse.

Il a expliqué que de larges portions du territoire dans le sud et le centre de la Somalie restent sous le contrôle des Chabab. Dans ce pays aussi, les parties au conflit bloquent les voies d'approvisionnement, a regretté M. O'Brien. Pour ce pays, comme dans le nord-est du Nigéria, une augmentation des financements et un élargissement de l'accès sont nécessaires pour permettre aux partenaires d'éviter une catastrophe.

Le Secrétaire général adjoint a indiqué que, lors de la Conférence d'Oslo sur le Nigéria et le bassin du lac Tchad, 14 bailleurs de fonds ont fait des annonces de contribution d'un montant de 672 millions de dollars. Mais davantage est nécessaire pour réaliser l'objectif de 1,5 milliard de dollars.

« Voici ce que la communauté internationale et le Conseil de sécurité peuvent faire », a poursuivi M. O'Brien. Tout d'abord, contrer le plus rapidement possible les facteurs aggravants de la famine, comme par exemple en veillant à la levée des entraves à l'accès humanitaire. En outre, un soutien financier suffisant et en temps opportun est nécessaire pour prévenir le scénario catastrophe et les hostilités doivent cesser.

Afghanistan : l'ONU s'inquiète de la détérioration de la situation sécuritaire



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Eskinder Debebe

10 mars - Le Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, a estimé vendredi devant le Conseil de sécurité que le principal défi du gouvernement est de poursuivre à la fois un processus de paix inclusif et une stratégie de croissance économique, dans un contexte marqué par une insurrection qui va en s'intensifiant et une situation sécuritaire qui se détériore.

Dans un exposé devant les membres du Conseil, M. Yamamoto a détaillé les progrès accomplis par le gouvernement dans trois domaines, citant en premier lieu la lutte contre la corruption. Le gouvernement a rompu avec les pratiques du passé en prenant plusieurs mesures pour lutter contre ce fléau, en vue de restaurer l'intégrité des services publics, a-t-il constaté. Le centre judiciaire chargé de lutter contre la corruption s'est également saisi d'affaires. Il a néanmoins déclaré que beaucoup restait encore à faire.

S'agissant du deuxième domaine, le processus électoral, M. Yamamoto a insisté sur l'engagement du gouvernement, au plus haut niveau, en faveur de l'organisation d'élections législatives impartiales, inclusives et transparentes. Les commissaires de la Commission électorale indépendante et de la Commission du contentieux électoral ont été nommés, a-t-il indiqué, ajoutant que les préparatifs étaient encourageants. Il a néanmoins convenu que la restauration de la confiance dans le processus électoral serait difficile.

Au titre du troisième domaine, l'autonomisation économique des femmes, il a mentionné le programme national prioritaire lancé par le gouvernement afghan. Les femmes doivent être pleinement associées aux processus de prise de décision, a-t-il souhaité.

La détérioration de la situation sécuritaire demeure extrêmement préoccupante, a poursuivi le Représentant spécial. Les combats se sont poursuivis au début de 2017 malgré le froid de l'hiver. Il a prôné la vigilance face à la présence de combattants étrangers, en particulier ceux de Daech. L'année dernière, la Mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a enregistré le nombre le plus élevé de victimes civiles depuis près d'une décennie, a-t-il souligné. M. Yamamoto a voulu que cette tendance soit inversée.

« Bien que les parties au conflit aient fait part de leur engagement à protéger les civils, des efforts concrets doivent être consentis afin que de telles déclarations se traduisent par une protection véritable des Afghans et une réduction du nombre de victimes », a-t-il dit. M. Yamamoto a dit attendre avec intérêt l'adoption et la mise en œuvre d'un programme national afin de parvenir à cet objectif et encouragé le gouvernement à lutter contre la culture de l'impunité.

Rappelant qu'il ne saurait y avoir de solution militaire en Afghanistan, il a fait part de son sentiment, formé au cours de ses nombreux déplacements dans la région, que les pays voisins étaient davantage prêts à restaurer la paix en Afghanistan.

« J'exhorte les pays concernés, en particulier dans le voisinage de l'Afghanistan, à appuyer l'intérêt du Gouvernement afghan en faveur d'efforts de paix renforcés », a-t-il dit. Se disant profondément troublé par les tensions accrues entre l'Afghanistan et le Pakistan, il a appelé à réduire les tensions par la voie du dialogue.

Insistant sur l'importance de négociations, le Représentant spécial a indiqué que

les Taliban devaient s'engager dans des pourparlers de paix sans conditions préalables. « Le gouvernement, les pays voisins et autres puissances clefs doivent appuyer le message que les Taliban peuvent faire partie de l'avenir de l'Afghanistan et de son tissu social et politique », a-t-il déclaré.

Un expert de l'ONU avertit les Ukrainiens d'un risque de catastrophe chimique en raison de combats près de sites industriels



Des maisons endommagées par les combats sur la ligne de front en Ukraine. Photo: Daniel Gerstle/IRIN (archives)

10 mars - A moins que les combats dans l'est de l'Ukraine cessent et que des précautions soient prises pour sécuriser les installations industrielles dans la région, le conflit armé pourrait mener à une catastrophe chimique catastrophique, a averti un expert indépendant des droits de l'homme des Nations Unies.

« Les combats se déroulent maintenant dans les villes à côté des centres industriels, et les usines risquent de plus en plus d'être touchées », a déclaré Baskut Tuncak, le Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et les substances et déchets dangereux.

La plupart des installations industrielles de l'Ukraine sont situées dans la partie orientale du pays. Il s'agit notamment d'infrastructures des secteurs minier, métallurgique, chimique et énergétique.

« La présence d'une série de substances explosives et toxiques sur ces sites est une source de grave préoccupation », selon le communiqué de presse du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

Par exemple, un obus a heurté un bâtiment abritant plus de 7.000 kg de chlore gazeux le 24 février. Bien qu'aucun dommage n'ait été signalé, des dégâts à une fraction seulement des conteneurs auraient tué toute personne à moins de 200 mètres et auraient gravement affecté la santé de ceux qui se trouvaient dans un rayon de 2,4 km, selon des experts cités par le HCDH.

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a également exprimé sa préoccupation quant à l'impact potentiel du conflit sur la santé des habitants. Selon des informations citées dans le communiqué de presse, OCHA et ses partenaires ont appelé à la démilitarisation des zones adjacentes aux infrastructures civiles et à l'entreposage des équipements de sécurité essentiels hors de portée du gouvernement.

La FAO met en garde contre les pénuries d'eau en Afrique du Nord et au Moyen-Orient



Le Maroc. Photo PNUD/Dylan Lowthian

10 mars - Les ressources en eau douce en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont baissé de deux tiers ces 40 dernières années, posant un défi énorme qui requiert une transformation des systèmes et des régimes alimentaires, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« L'accès à l'eau fait partie des besoins essentiels pour garantir la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'agriculture, mais les pénuries d'eau qui se profilent à l'horizon en Afrique du Nord et au Moyen-Orient représentent un énorme défi qui requiert une intervention massive et urgente », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, en visite au Caire, en Egypte.

« Ces 40 dernières années, les ressources en eau douce dans la région ont baissé de deux tiers et sont maintenant 10 fois inférieures à la moyenne mondiale d'eau disponible par personne, ce qui souligne la nécessité d'une profonde refonte des systèmes alimentaires », a-t-il ajouté.

Une récente étude de la FAO a démontré que les températures plus élevées pourraient contribuer à écourter, de 18 jours, les saisons de production et avoir pour effet de réduire les rendements agricoles de 27 à 57% d'ici la fin du siècle. L'élévation du niveau de la mer dans le Delta du Nil pourrait faire perdre à l'Égypte des quantités importantes de terres agricoles productives à cause de la salinisation.

De plus, « avec l'agriculture, les besoins énergétiques, ceux liés à la production industrielle et les besoins domestiques, la concurrence entre les secteurs utilisateurs d'eau aura seulement pour effet de s'intensifier à l'avenir », a-t-il indiqué.

José Graziano da Silva assistait à une réunion de haut niveau fruit de la collaboration entre la FAO et l'Égypte, dont le plan national vise à récupérer près de deux millions d'hectares de terres désertiques, notamment à des fins agricoles.

La viabilité en zone aride

Le travail de la FAO dans la région a déjà conduit à des évolutions telles que la mise en place de mécanismes de gouvernance décentralisés des eaux souterraines au Yémen et au Maroc, l'installation d'un système de pompage solaire en Égypte, d'un système de collecte des eaux en Jordanie, l'adoption de méthodes innovantes de comptabilité pour l'eau, l'amélioration de la préparation face aux situations de sécheresse au Liban et en Tunisie, l'élaboration de la première politique agricole nationale aux Emirats arabes unis et des expériences pilotes technologiques consistant à installer des compteurs d'eau dans des fermes.

« Le programme de l'Égypte pour les années à venir est particulièrement compliqué alors que le pays doit faire un choix vis-à-vis de ses cultures et revoir ses modèles de consommation », a averti M. Graziano da Silva, qui soulignait le risque potentiel lié au gaspillage d'eau dans le cadre de la culture de blé dans le pays.

Soutenant l'approche égyptienne, il a indiqué que la FAO s'efforcera d'organiser un forum sur l'investissement agricole d'ici la fin de l'année et dont l'objectif sera d'augmenter les investissements dans la chaîne de valeur agricole afin de soutenir la croissance économique et la création d'emploi et ce, en se concentrant sur quatre principaux domaines : le blé, le sucre, la viande et l'horticulture.

L'UNESCO récompense 15 jeunes chercheuses pour leur contribution exceptionnelle à la science



Une femme scientifique dans un laboratoire de l'AIEA en Autriche. Photo AIEA/Dean Calma

10 mars - Quinze jeunes chercheuses exceptionnelles, sélectionnées parmi plus de 250 candidates dans le cadre de la 19e édition du Prix L'Oréal-UNESCO Pour les Femmes et la Science, vont recevoir la bourse des Jeunes talents prometteurs internationaux.

L'objectif de cette bourse, qui sera décernée aux jeunes chercheuses le 21 mars lors d'un gala à Paris, est de les aider, à un moment clé de leur parcours, à poursuivre leur recherche, a précisé l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Depuis 1998, le Programme L'Oréal-UNESCO Pour les Femmes et la Science promeut chaque année des femmes scientifiques au parcours exceptionnel et encourage les talents de femmes en début de carrière dont les travaux sont prometteurs.

Sélectionnées parmi les meilleures boursières nationales et régionales L'Oréal-UNESCO de 2016, elles sont issues de toutes les régions du monde (Afrique et Etats arabes, Asie Pacifique, Europe, Amérique latine et Amérique du Nord).

Aux côtés des cinq lauréates 2017 du Prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, elles participeront à une semaine d'évènements, de formations et d'échanges qui culminera avec la cérémonie de remise des Prix le 23 mars 2017 à la Mutualité à Paris.

Les 15 boursières des Jeunes talents internationaux 2017 sont réparties dans cinq catégories :

Observer le cerveau en activité

Dr Lorina NACI, Canada. Médecine Fondamentale. Dans le coma : conscient ou inconscient ?

Dr Muireann IRISH, Australie.

Médecine Clinique. Reconnaître Alzheimer avant les premiers signes de la maladie

Des pistes inédites pour imaginer de nouveaux traitements médicaux

Dr Hyun LEE, Allemagne. Biologie. Maladies neurodégénératives : démêler les protéines agrégées

Dr Nam-Kyung YU, République de Corée. Biologie. Le syndrome de Rett : les cellules neuronales sur la sellette

Dr Stephanie FANUCCHI, Afrique du Sud. Biologie Moléculaire. Comprendre les subtils mécanismes du système immunitaire

Dr Julia ETULAIN, Argentine. Biologie. Mieux cicatriser les tissus

Renouveler les sources potentielles de médicaments

Dr Rym BEN SALLEM, Tunisie. Biologie. La promesse de nouveaux antibiotiques

Dr Joanna SULKOWSKA, Pologne. Biologie. Dévoiler les secrets des protéines

Dans l'intimité de la matière

Mme Nazek EL-ATAB, Emirats Arabes Unis. Électronique, Informatique et Ingénierie. Miniaturiser l'électronique sans perdre la mémoire

Prof. M. Bilge DEMIRKOZ, Turquie. Physique. Percer les secrets des radiations cosmiques

Dr Tamara ELZEIN, Liban. Sciences de la matière. Piéger la radioactivité

Dr Ran LONG, Chine. Chimie. Mieux exploiter nos ressources énergétiques grâce à la nanochimie

Scruter le passé pour éclairer l'avenir... ou l'inverse

Dr Fernanda WERNECK, Brésil. Biologie. Prévoir l'adaptation de la biodiversité animale



Dr Sam GILES, Royaume-Uni. Biologie. Revisiter l'évolution des vertébrés à travers leurs boîtes crâniennes

Dr Agnes KOSPAL, Hongrie. Astronomie. Observer la naissance des soleils et des planètes pour mieux comprendre le système solaire